

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 24 (2017)
Heft: 1: Verfassung, Bürgerschaft und Schule = Constitution, citoyenneté et école

Artikel: Le Centre jurassien d'archives et de recherches économiques (CEJARE) : mieux connaître les petites et moyennes entreprises (PME)
Autor: Donzé, Pierre-Yves
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-685864>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Centre jurassien d'archives et de recherches économiques (CEJARE)

Mieux connaître les petites et moyennes entreprises (PME)

Pierre-Yves Donzé

Bien que l'influence des sciences sociales ait mené les historiens à parfois se détacher d'une analyse purement archivistique, les résultats de la recherche historique restent largement conditionnés par l'état des sources. Les questions de recherche les plus originales et la participation aux grands débats historiographiques nécessitent l'existence de matériaux qui rendent possible leur réalisation. Forte de ce constat, au cours des années 1990, une nouvelle génération d'historiens jurassiens, archivistes et assistants dans les universités romandes, ont pris conscience de l'enjeu que représentait la conservation des archives de petites et moyennes entreprises (PME) pour une meilleure compréhension du développement industriel de leur région.

La création d'un nouveau type de centre

Cet intérêt conduit à la constitution, en 1997, des Archives industrielles et économiques jurassiennes (AIEJ), un groupe de travail qui pose les premiers jalons d'une sauvegarde des archives économiques jurassiennes. En 2001, le Canton de Berne attribue un prix à cette association pour un projet de création d'une structure indépendante vouée à la sauvegarde des archives et encourage financièrement sa création.

C'est ainsi que le Centre jurassien d'archives et de recherches économiques (CEJARE) voit le jour en 2002. Il est géré par une association du même nom et est installé à Saint-Imier, où il dispose d'un vaste espace de stockage. Son activité s'étend au canton du Jura, au Jura bernois et à la ville de Bienne, soit un espace relativement restreint, comprenant moins de 200'000 habitants, dans lequel se sont développées de multiples entreprises horlogères et mécaniques. Un responsable à 40% (aujourd'hui à 80%), appuyé par un comité, s'occupe de la direction du centre. Le poste a été successivement occupé par le soussigné jusqu'en 2006, par Thomas Perret entre 2006 et 2012, et, enfin, par Philippe Hebeisen depuis 2012. L'originalité du CEJARE parmi les institutions archivistiques suisses réside dans

son système de financement mixte entre secteur public et secteur privé. Son budget annuel s'élevait en 2015 à environ 100'000 francs, couverts par des subventions publiques (environ 60%) et des mandats privés (environ 40%). Le CEJARE n'est en effet pas uniquement un centre visant à sauvegarder et à conserver des archives économiques, principalement d'entreprises, mais également une société de services aux entreprises. La réalisation de plaquettes historiques et d'ouvrages, de même que le classement *in situ* des archives, sont les principales activités réalisées pour des privés, dans les deux Juras et au-delà. Ce type de mandats permet non seulement d'assurer la viabilité du centre, mais aussi de sensibiliser les milieux économiques à la richesse patrimoniale de leurs archives. Longines, les Chocolats Camille Bloch, Mido ou encore Clientis Caisse d'épargne CEC sont quelques-unes des entreprises à avoir confié l'organisation de leur patrimoine archivistique au CEJARE.

Fonds d'archives conservés au CEJARE

Depuis son ouverture, le CEJARE a travaillé au sauvetage de dizaines de fonds (voir tableau en annexe). Cette masse documentaire de plusieurs centaines de mètres linéaires offre un aperçu représentatif du tissu industriel jurassien au cours des 19^e et 20^e siècles. Les archives proviennent aussi bien de grandes compagnies d'envergure nationale, voire internationale, que d'ateliers de mécanique inscrits dans des réseaux de sous-traitance ou encore de petites entreprises issues du secteur de l'artisanat. Le type de documentation conservée dans ces fonds est d'une grande diversité. Au côté de documents administratifs émanant des organes dirigeants des entreprises (procès-verbaux de séances, correspondance, comptabilité, etc.), on trouve aussi bien des documents relatifs au travail quotidien des ouvriers (horaires de travail, salaires, etc.) que de riches collections de photographies, de dossiers techniques, de brevets, etc. Les fonds réunis par le CEJARE permettent ainsi de disposer d'une richesse documentaire susceptible de favoriser les études les plus diverses sur la région jurassienne.

Ces documents, provenant pour l'essentiel de petites et moyennes entreprises peu connues du grand public, sont à disposition des chercheurs. La consultation est libre pour la plupart des fonds. Elle est toutefois limitée par un délai de 30 ans après production des documents, délai que le CEJARE a fixé afin de respecter la confidentialité des affaires. De plus, la loi fédérale suisse sur la protection des données s'applique aussi à certaines archives en possession du CEJARE.

L'intérêt des archives de PME: exemple de l'industrie horlogère

Jusqu'au début des années 1990, l'industrialisation du Jura n'avait donné lieu qu'à un nombre réduit de travaux portant sur les entreprises elles-mêmes, principalement en raison de l'absence de sources. Parmi les premières études académiques réalisées dans ce domaine, il faut citer les ouvrages de Christine Gagnebin-Diacon sur la fabrique Tavannes Watch, d'Alain Cortat sur la fabrique de bicyclettes Condor et de Jean-Daniel Kleisl sur les fabricants de boîtes de Bassecourt.¹ Issues de mémoires de licence, ces publications ont montré que des PME jurassiennes peuvent être l'occasion de participer aux grands débats de la recherche historique (paternalisme, innovation, marchés, usage des profits, etc.). Dans certains cas, elles permettent également d'offrir un regard complémentaire, voire différent, sur l'évolution industrielle et économique telle que le laissent apparaître les études macroéconomiques ou portant sur les grandes entreprises. C'est par exemple le cas de l'industrie horlogère.

Ce secteur industriel est une excellente illustration des difficultés que posent la conservation des archives économiques et leur accessibilité par les historiens dans un secteur composé de multiples PME, aujourd'hui réunies au sein de quelques multinationales. Depuis le repositionnement de l'industrie horlogère suisse vers le luxe, à la fin des années 1980, le recours à l'histoire est devenu un élément central et inévitable de la politique de communication des principales entreprises, puisqu'il s'agit de vendre du rêve autant qu'un objet.² Si, pour l'historien, cette relation entre marketing et histoire n'est pas toujours facile à établir et à justifier, les nouvelles politiques de communication de l'industrie horlogère ont tout de même le mérite de sensibiliser ces entreprises à l'importance de leur patrimoine et de leurs archives. C'est la raison pour laquelle plusieurs grandes firmes d'horlogerie disposent aujourd'hui de services d'archives et de documentation, ainsi que de musées (Longines, Jaeger-Lecoultré, Patek Philippe, Omega, Tissot, etc.).³ Depuis le début des années 1990, ces entreprises publient aussi régulièrement des monographies à caractère hagiographique visant à inscrire leur production actuelle dans le temps et à se construire une tradition d'excellence.⁴

Toutefois, malgré cette prise de conscience, l'historien est confronté à deux types de problèmes. Le premier est celui de l'*accessibilité* à ces sources archivistiques que les entreprises horlogères sont souvent peu disposées à ouvrir dans leur intégralité. C'est ainsi que des questions cruciales liées à la réorganisation de cette industrie depuis les années 1960 (concentrations horizontales, intervention de capitaux bancaires, division internationale du travail, etc.) restent difficilement abordables parce que n'entrant pas dans les centres d'intérêt des grands groupes horlogers actuels.

Le second problème est celui de la *disponibilité* de sources. Les monographies

publiées par les entreprises horlogères ou dans un cadre académique portent souvent sur des entreprises encore existantes à l'heure actuelle, pour lesquelles on dispose de documentation, même difficilement accessible, donc sur des entreprises ayant survécu aux processus de concentration et aux crises économiques du 20^e siècle. On a ainsi une vision victorieuse de l'industrie horlogère qui évacue un certain nombre de questions cruciales sur l'échec du capitalisme familial qui caractérise une partie dominante des entreprises horlogères de Suisse.

L'industrie horlogère suisse a en effet vécu un formidable mouvement de concentration au cours du 20^e siècle. Le nombre d'entreprises actives dans le secteur horloger est ainsi passé de 3946 en 1905 à 2683 en 1929, 1618 en 1970 et 589 en 2004.⁵ Malgré la crise de reconversion industrielle des années 1975–1985, cette diminution drastique du nombre d'entreprises ne s'explique pas par une diminution des activités, mais bien par une forte concentration industrielle, dont les temps forts sont les décennies 1930, 1960 et 1990. Ainsi, à titre d'exemple, la société holding Ebauches SA, fondée en 1926, a racheté plus de 50 entreprises horlogères dans les années 1927–1941, dont un nombre important a été fermé au cours des diverses phases de rationalisation de la production.⁶ De même, en 1970, on compte en Suisse 23 groupes horlogers réunissant au total 137 entreprises, elles-mêmes souvent issues de fusions et d'acquisitions.⁷ Actuellement, les entreprises horlogères suisses sont rassemblées au sein de quelques marques, dont les plus importantes sont Swatch Group, premier groupe horloger mondial, qui représente plus d'un tiers du chiffre d'affaires de l'horlogerie suisse, Richemont et LVMH.

Le phénomène de concentration industrielle a ainsi débouché sur la disparition de centaines d'entreprises horlogères au cours du 20^e siècle, particulièrement dans le Jura. En 1947, on dénombre dans cette petite région peu urbanisée un total de 45 entreprises d'au moins 100 employés, représentant plus de 10'000 ouvriers, presque toutes actives dans l'horlogerie et la mécanique, dont la moitié est fondée avant 1914 (23 entreprises). En 2004, il ne subsiste plus que 24 de ces entreprises – dont seulement 17 avec au moins 100 employés – formant une force de travail d'environ 5300 postes de travail. Bon nombre des sociétés disparues n'ont pas laissé de traces de leur activité, d'archives qui donneraient l'occasion de comprendre leur fonctionnement, leur rôle dans le développement économique régional et les causes de leur disparition.

L'étude de la société Aubry Frères SA, une petite entreprise familiale fondée en 1917 et fermée en 2001, dont les archives sont conservées au CEJARE, a permis de souligner les causes de son incapacité à rester compétitive. Bien que les banques soient prêtes à investir dans la modernisation des modes de production, la petite entreprise est confrontée au manque de compétences internes, principalement dans les domaines de l'innovation (manque de connaissances

techniques des dirigeants, absence de bureau technique dans l'entreprise, sous-investissements dans ce domaine, etc.) et du marketing (absence d'analyses de marché, de réflexion quant au positionnement des produits, etc.). Cet exemple précis révèle ainsi qu'une petite fabrique d'horlogerie suisse, comprenant environ 300 ouvriers au milieu des années 1970, a certes connu une forte croissance au cours des Trente glorieuses, mais cette dernière reposait sur une demande mondiale en expansion. Ni la connaissance des marchés ni l'innovation technique n'apparaissent comme des facteurs d'évolution déterminants dans le cas de la maison Aubry Frères.⁸

L'exemple présenté brièvement ci-dessus met en lumière les apports d'une étude des PME disparues à une meilleure compréhension des sources de leur essor et de leurs difficultés. Les archives conservées au CEJARE concernent pour l'essentiel des *entreprises ordinaires*, dont l'intérêt réside précisément dans leur normalité. Les historiens intéressés par les questions d'industrie et de compétitivité, mais aussi de travail et de techniques, rentreront de toute évidence comblés d'un voyage à Saint-Imier.

Annexe:

Sociétés et marques documentées dans les fonds déposés au CEJARE

N°	Nom / marque	Localité	Branche	Dates
001-AUF	<i>Aubry Frères SA (Ciny)</i>	<i>Le Noirmont</i>	<i>horlogerie, mécanique</i>	<i>1904–2001</i>
	Arthur Dorsaz & Co (Dogma)	La Chaux-de-Fonds	horlogerie	
	C ^{ie} des montres Auréole SA	La Chaux-de-Fonds	horlogerie	
	Montres Doxa SA	Le Locle, Bienne	horlogerie	
	Montres Edox	Les Genevez	horlogerie	
	Ernest Borel & Co	Neuchâtel	horlogerie	
	Espérus SA	Saignelégier	machines-outils, horlogerie	
	SIPRA SA	Bienne	horlogerie	
	Synchron SA	Neuchâtel	holding horloger	
	West End SA	Genève, Le Noirmont	horlogerie	
002-SSA	<i>Schäublin SA</i>	<i>Malleray-Bévilard</i>	<i>machines-outils</i>	<i>1915–1990</i>
003-RON	<i>Maurice Rondez</i> [cadre chez Ervin Piquerez SA]	<i>[Bassecourt]</i>	<i>boîtes de montres</i>	

N°	Nom / marque	Localité	Branche	Dates
004-UST	<i>Usines Stella SA – Stella Werke AG</i>	<i>Bassecourt</i>	<i>cycles, meubles</i>	<i>1951–1979</i>
	<i>Camille Piquerez SA</i>	<i>Bassecourt</i>	<i>cycles</i>	
	<i>Stahlmöbel AG (STAMAG)</i>	<i>Bassecourt</i>	<i>meubles</i>	<i>1952–1968</i>
005-WAF	<i>Wahli Frères SA</i>	<i>Bévilard</i>	<i>machines-outils</i>	<i>1946–1999</i>
006-EPI	<i>Ervin Piquerez SA</i>	<i>Bassecourt</i>	<i>boîtes de montres</i>	<i>1932–1997</i>
007-RAI	<i>Banque Raiffeisen de Boncourt/de l'Allaine</i>	<i>Boncourt</i>	<i>banque</i>	<i>1965–2002</i>
	<i>Caisse de crédit mutuel de Boncourt</i>	<i>Boncourt</i>	<i>banque</i>	
008-BCJ	<i>Banque cantonale du Jura</i>	<i>canton du Jura</i>	<i>banque</i>	<i>1979–2002</i>
009-LAN	<i>François Laneve</i>	<i>Cormoret</i>	<i>peintre en bâtiment</i>	<i>1947–1967</i>
010-GIR	<i>Henri Girod SA</i>	<i>Court</i>	<i>décolletage, mécanique</i>	<i>1939–2001</i>
011-VAR	<i>Varmann SA</i>	<i>Court</i>	<i>décolletage, mécanique</i>	<i>1984–2001</i>
012-PRA	<i>Prata SA</i>	<i>Tavannes</i>	<i>mécanique</i>	<i>1951–2000</i>
013-PWY	<i>Paul Wyss SA</i>	<i>Courtételle</i>	<i>boîtes de montres</i>	<i>1952–2003</i>
014-KOH	<i>Kohli & C^{ie}</i>	<i>Tramelan</i>	<i>cadrans de montres</i>	<i>1885–1990</i>
	<i>Weibel SA (succ. Julien Weibel Fils, puis Jean-Julien Weibel)</i>	<i>Saint-Imier</i>	<i>cadrans de montres</i>	
	<i>Fleurier SA</i>	<i>Fleurier</i>	<i>cadrans de montres</i>	
	<i>Chemins de fer du Jura</i>	<i>Jura (Saignelégier)</i>	<i>transports</i>	<i>1937–1954</i>
015-BUR	<i>Burri SA</i>	<i>Moutier</i>	<i>décolletage, mécanique</i>	<i>1958–1983</i>
016-HBO	<i>Humbert Bourquard [industriel]</i>	<i>Boécourt</i>	<i>boîtes de montres</i>	<i>1947–2000</i>
	<i>Bourquard SA</i>	<i>Delémont</i>	<i>boîtes de montres</i>	<i>1950–1974</i>
	<i>Blanches-Fontaines SA</i>	<i>Undervelier</i>	<i>boîtes de montres</i>	<i>1896–1964</i>
	<i>Vernier SA</i>	<i>Undervelier, Montfaucon</i>	<i>boîtes de montres</i>	<i>1949–1953</i>
	<i>Jeangros & C^{ie}</i>	<i>Montfaucon</i>	<i>boîtes de montres</i>	<i>1924–1951</i>

N°	Nom / marque	Localité	Branche	Dates
	Fabrique de boîtes Gerber Frères SA	Delémont	boîtes de montres	1917–1939
	Manufacture de boîtes SA (succ. Fabrique de boîtes Gerber Frères SA)	Delémont	boîtes de montres	1935–1981
	Nobilia SA	Porrentruy	boîtes de montres	1949–1978
	La Férouse SA	Grandfontaine	boîtes de montres	1964–1982
	Cristalor SA	La Chaux-de-Fonds	boîtes de montres	1968–1980
	François Tavernier SA	Genève, Saint-Imier	boîtes de montres	1960–1962
	Pernador SA	Saint-Imier	boîtes de montres	1960–1962
	Les Fils de Robert Gygax SA	Saint-Imier	boîtes de montres	1909–1962
	Frainier SA	Morteau	boîtes de montres	1967–1983
	Lomont SA	Damvant	boîtes de montres	
	Verrex	Boécourt	boîtes de montres	1962
	La Générale SA	Delémont	boîtes de montres	1969–1983
	Terbival SA	Courchapoix	boîtes de montres	1979–1998
	Juval SA	Soyhières	boîtes de montres	1986–1988
	Serci SA	Boécourt	boîtes de montres	1985–1993
017-RIO	<i>J. Riotti Fils</i>	<i>Saint-Imier</i>	<i>bâtiment</i>	<i>1908–1916</i>
018-NFT	<i>Nouvelle fabrique de Tavannes SA</i>	<i>Tavannes</i>	<i>horlogerie</i>	<i>1930–1932</i>
019	<i>FTMH, section de Saint-Imier</i>	<i>Saint-Imier</i>	<i>syndicat</i>	<i>1990–1995</i>
020	<i>Société suisse des commerçants, section de Saint-Imier</i>	<i>Saint-Imier</i>	<i>commerce</i>	
021	<i>Institut de recherches en économie régionale de l'Université de Neuchâtel (IRER)</i>	<i>Arc jurassien</i>	–	<i>années 1980 et 1990</i>

N°	Nom / marque	Localité	Branche	Dates
022-UGT	Usine à gaz de Tavannes SA	Tavannes	énergie	1910–1971
023-UNI	Unitas Watch Co SA	Tramelan	horlogerie	1918–1923
024-UBO	Usines Bolide SA	Tavannes	petite mécanique	1918–1922
025	Association jurassienne des parents de personnes handicapées physiques et mentales / Ateliers Les Castors	Jura	social	années 1960 – années 1990
026-ROV	Rovistar SA	Les Pommerats	horlogerie	1967–1991
027-TOL	Todeschini & Locartelli SA	Saignelégier	bâtiment	1982–1993
028-SYC	Sycrilor – Micronum-Esperus SA	Le Noirmont	machines- outils	1985–1994
029-EBE	Ebenoir SA	Le Noirmont	menuiserie	1987–1991
030	Unia Transjurane, secrétariat de Tavannes			
031-USI	Unia Transjurane, secrétariat de Saint-Imier	Saint-Imier	syndicat	1895–2007
032-CHK	Chopard-Krieg	Sonvilier	famille (horlogerie)	1765–1940
033	Excelsior Park	Saint-Imier	horlogerie	
034-MTAH	Musée du tour automatique et d'histoire de Moutier	Moutier	– [fonds numérisé]	c. 1870 à c. 1960
035-USF	Union suisse des fabricants de boîtes de montres (USFB)	La Chaux-de-Fonds	boîtes de montres	1906–1982
036-BOM	Fabricants de boîtes de montres de Bassecourt	Bassecourt	boîtes de montres	1885–1999
	Ervin Piquerez SA (EPSA)	Bassecourt	boîtes de montres	1885–1999
	Georges Ruedin SA (GRSA)	Bassecourt	boîtes de montres	1931–1997
	La Générale SA	Bassecourt	boîtes de montres	1958–1998
037-HUO	Fabrique Huot	Les Bois	horlogerie	17 ^e s. aux années 1970
	Emile Huot & Co	Les Bois	horlogerie	
	Fabrique Huot SA	Les Bois	horlogerie	
038-UTR	Unia Transjurane	Jura/Jura bernois	syndicat	1906–2005
039-BAN	Jämes Bandelier	Moutier	décolletage	1920–1961
040-SEV	Section SEV-VPT Jura	Jura	syndicat	1917–1997

N°	Nom / marque	Localité	Branche	Dates
041-NIS	<i>Nisus SA</i>	<i>Péry</i>	<i>horlogerie</i>	
042-FRV	<i>Frank Vaucher</i>	<i>Cormoret</i>	<i>horlogerie</i>	1887–2007
	Compagnie des montres Longines, Francillon SA	Saint-Imier	horlogerie	1887–2007
	Manufacture d'horlogerie Liengme & C ^{ie} SA (Liengme & Co SA)	Cormoret	horlogerie	1950–1963
043-BSA	<i>Fonderie Boillat SA</i>	<i>Reconvilier</i>	<i>métallurgie/ horlogerie</i>	
044-HEW	<i>Hebe Watch SA</i>	<i>Alle</i>	<i>horlogerie</i>	
045-FWS	<i>Fashion Watch SA</i>	<i>Chevèze</i>	<i>horlogerie</i>	1992–1997
046-GSC	<i>G. Spira & C^{ie} SA</i>	<i>Porrentruy</i>	<i>textile/ bonneterie</i>	1991–1996
047-BNI	<i>Back Nine SA</i>	<i>Hostetten (SO) / Porrentruy</i>	<i>textile</i>	
048-PSG	<i>Pont Saint-Germain SA</i>	<i>Courgenay</i>	<i>industrie du luxe</i>	
049-RAP	<i>Raymond Pretat SA</i>	<i>Porrentruy</i>	<i>boîtes de montres</i>	
050-HUZ	<i>Hubert Zwahlen SA</i>	<i>Porrentruy</i>	<i>horlogerie</i>	
051-SEN	<i>Sphinx Engineering SA</i>	<i>Porrentruy</i>	<i>armement</i>	
052-LBO	<i>Lambert Bois SA</i>	<i>Chevèze</i>	<i>scierie et commerce de bois</i>	
053-BOS	<i>Bosquet SA</i>	<i>Cornol</i>	<i>construction</i>	
054-ROR	<i>Roger Rubin</i>	<i>Saint-Imier</i>	<i>horlogerie</i>	1924–1957
	Manufacture de ressorts Adamas A[dolphe]. Rubin & C ^{ie}	Saint-Imier	ressorts	1924–1951
055-TMC	<i>Tavannes Machines Co. SA (TMCo)</i>	<i>Tavannes</i>	<i>horlogerie</i>	
057-ZIL	<i>Fabrique de montres Zila SA</i>	<i>La Heutte</i>	<i>horlogerie</i>	1951–1998
058-ERS	<i>Erismann-Schinz</i>	<i>La Neuveville</i>	<i>horlogerie/ pare-chocs</i>	
059-TET	<i>Téléski Tramelan SA</i>	<i>Tramelan</i>	<i>remontées mécaniques</i>	
060-CEP	<i>Chambre d'économie publique du Jura bernois (CEP)</i>	<i>Bévilard</i>	<i>institution économique</i>	
061-FCH	<i>Fiduciaire Chételat</i>	<i>Moutier</i>	<i>services</i>	
062-FBJ	<i>Fonds des bourses jurassien et biennois (FBJB)</i>	<i>Moutier/Bévilard</i>		

N°	Nom / marque	Localité	Branche	Dates
063-STV	<i>Straumann Villeret SA</i>	<i>Villeret</i>	<i>médical/ implants dentaires</i>	
	Nivaflex SA	Saint-Imier	horlogerie/ laminage	
999	<i>Documents isolés et divers</i>			

Note: En italique: les noms des fonds d'archives; en caractères normaux: les noms des entreprises concernées par les documents conservés dans ces fonds.

Source: CEJARE, état au 17 août 2016.

Notes

- 1 Christine Gagnebin-Diacon, *La fabrique et le village: la Tavannes Watch Co (1890–1918)*, Porrentruy 1996; Alain Cortat, *Condor. Cycles, motocycles et construction mécanique, 1890–1980: Innovation, diversification et profits*, Delémont 1998; Jean-Daniel Kleisl, *Piquerez SA & Ruedin SA. Le patronat de la boîte de montre dans la vallée de Delémont. L'exemple de E. Piquerez SA et de G. Ruedin SA à Bassecourt (1926–1982)*, Delémont 1999.
- 2 Pierre-Yves Donzé, *Histoire du Swatch Group*, Neuchâtel 2012.
- 3 François Courvoisier, Fabienne Courvoisier, «Le musée d'entreprise horlogère, instrument de communication des marques», *La Lettre de l'OCIM* 127 (2010), 14–24.
- 4 Voir par exemple: Jacqueline Henry-Bédard, *Une région, une passion: l'horlogerie. Une entreprise: Longines*, Saint-Imier 1992; Estelle Fallet, *Tissot 150 ans d'histoire (1853–2003)*, Chézard-Saint-Martin 2003.
- 5 *L'horlogerie vous accueille. Petit guide de l'industrie horlogère*, La Chaux-de-Fonds 1995, 40.
- 6 Christophe Koller, *L'industrialisation et l'Etat au pays de l'horlogerie. Contribution à l'histoire économique et sociale d'une région suisse*, Courrendlin 2003, 400–401.
- 7 CEJARE, Fonds Bourquard, «Liste des concentrations de fabriques d'horlogerie en Suisse», 24. 11. 1970.
- 8 Pierre-Yves Donzé, «Des montres et des pétrodollars: la politique commerciale d'une PME horlogère suisse. Aubry Frères SA, 1917–1993», *Revue suisse d'histoire* 54 (2004), 384–409.